

## Conjoncture sur les finances publiques

**I**L N'Y A PAS de prévision sans diagnostic, en finances publiques comme en médecine. Ou bien on laisse faire la nature et la conjoncture avec, à la rigueur, une tisane chaude au miel et citron ou bien l'on recourt aux grands remèdes qui peuvent être de cheval. En finances, ils ne sont jamais indolores.

Mais quand la fièvre ou le déficit alerte le patient, comment savoir si le mal est profond, conjoncturel ou structurel. La méthode la plus courante est celle du budget de plein emploi. À partir des tendances à long terme, on projette une évolution du PIB et l'on calcule les recettes et dépenses qui résulteraient de cette activité normale. Si pour une année donnée le déficit du budget potentiel est nul, on conclut que le déficit réellement enregistré est conjoncturel. Si le budget potentiel révèle lui aussi un déficit, le déficit des comptes sera jugé, pour une part au moins, structurel.

Dans un exposé stimulant, publié dans le bulletin, printemps 1998, du Créa, Jean-Christian Lambelet montre les aléas de cette méthode. Les projections du PIB peuvent varier selon les repères choisis. Peut-il y avoir un trend de croissance constant? Comment tenir compte des cycles, courts ou longs? À cela s'ajoute le fait que le PIB

suisse traduisait, en période de prospérité, une croissance plus faible que celle des pays de l'OCDE et une quasi stagnation depuis les années quatre-vingt-dix.

Il faut donc mettre en œuvre d'autres méthodes complémentaires. Quelques ratios sont connus, popularisés par Maastricht. Rapport dette - PIB; rapport déficit - PIB; rapport intérêts de la dette - recettes fiscales. Tout cela est utile. Mais ces travaux devraient être coordonnés avec d'autres disciplines - c'est l'occasion ou jamais de parler d'interdisciplinarité - notamment la démographie et

l'économétrie.

Nous suggérons quelques pistes dans le dossier de l'édito. Il s'agirait de savoir plus précisément comment certaines données économiques se répercutent sur la fiscalité. Par exemple, l'endettement qui est en Suisse un des plus élevés du monde par habi-

*Fondamentalement,  
l'étude des finances  
publiques n'a de sens  
qu'en rapport avec les  
besoins d'une société  
et des hommes qui la  
composent*

tant. Mais aussi de savoir qui compose cette société dont l'État a charge.

Car fondamentalement l'étude des finances publiques n'a de sens qu'en rapport avec les besoins d'une société et des hommes qui la composent. Les méthodes d'approche scientifique dont on souhaite le développement s'arrêtent là où commence légitimement la politique. AG

# Questions à propos d'un anniversaire

*Points de repère, commentaire et interrogations, au lendemain de l'anniversaire chahuté de la réglementation du commerce international.*

CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE DE la réglementation du commerce international (GATT) célébré par la toute jeune Organisation mondiale du commerce (OMC). L'occasion pour les uns de réaffirmer leur profession de foi libre-échangiste et pour les autres de vouer aux gémonies la liberté du commerce. Face à ces louanges sans nuances et à ces condamnations péremptoires, il est difficile de se faire une opinion fondée.

## **Malgré tout, l'OMC reste indispensable**

Une certitude d'abord. Réclamer la mise à mort de l'OMC relève de l'incantation stérile. Tout comme le rêve d'un retour à l'autarcie économique de nos sociétés. L'enfermement à l'intérieur de frontières étanches n'a jamais servi la cause de la paix, ni le développement social et culturel. L'OMC, malgré toutes ses insuffisances, reste une institution indispensable. Grâce aux règles qu'elle établit par consensus

entre ses membres, les nations les plus faibles peuvent faire entendre leur voix et défendre leurs droits. Sans ces règles, les grandes puissances économiques imposeraient plus crûment encore leur loi.

## **Les pays riches ne jouent qu'à leur avantage**

Ces règles bien sûr sont loin d'être satisfaisantes. Il s'agit donc de les améliorer et de les développer. Car les objectifs louables que s'est fixés l'OMC – amélioration du niveau de vie, plein emploi, développement durable, utilisation optimale des ressources – ne sont toujours pas atteints. Les pays riches rechignent à jouer le jeu du libre-échange lorsqu'il est à leur désavantage. Par exemple en restreignant les exportations de textiles et de produits manufacturés des pays du Sud et en inondant ces derniers de produits agricoles subventionnés. Ou encore en puisant gratuitement dans le capital biologique du tiers-monde et en reven-

## *DOSSIER DE L'ÉDITO*

# Pour mieux comprendre les finances publiques

DÉMOGRAPHIE. C'EST LE facteur fondamental. Coût des formations prolongées; coût du vieillissement; coût du progrès médical; coût de la prise en charge mieux assurée des handicapés. Tous ces facteurs ont changé et changeront. Les finances publiques et celles de la sécurité sociale sont abstraites si elles ne sont pas mises en corrélation avec ces données humaines. L'étude de la croissance tendancielle des dépenses n'a pas de sens si elle n'est pas mise rigoureusement en rapport avec la démographie. Là on est dans le structurel, sans hésitation.

## **Plus-value boursière**

L'impôt sur les gains boursiers n'est pas pour demain. En revanche les fortunes accrues sont destinées à moyen terme à gonfler les recettes de l'impôt sur les successions. Une petite étude permettrait d'affiner cette corrélation,

nullement négligeable pour les finances cantonales.

## **Étude des décalages**

Quel délai sépare une reprise de la croissance et la réduction du chômage? Et à partir de quel niveau de croissance? Quand une reprise de l'emploi, qui a des répercussions quasi immédiates sur l'assurance chômage, se répercute-t-elle aussi sur les rentrées fiscales? La connaissance de ces délais est essentielle pour la qualité des budgets publics. Bien que la corrélation entre recettes TVA et croissance économique semble évidente, elle dépend toutefois de la nature de la croissance: exportations, marché intérieur. Là aussi des analyses fines seraient utiles, non seulement pour la prévision, mais aussi pour l'exploitation du budget – s'il contient des postes utilisables seulement si certaines recettes sont confirmées. *ag*

dant au prix fort les connaissances ainsi acquises.

## Inventer de nouvelles règles

Ces règles ignorent par trop les dimensions sociale et écologique du commerce. Renato Ruggerio, le directeur général de l'OMC, renvoie, pour ces préoccupations, à d'autres instances internationales. «Un ministre du commerce ne s'occupe pas en priorité de politique sociale ou environnementale» affirme-t-il. «Ce n'est pas non plus la vocation de l'OMC». Il oublie que ce ministre appartient à un gouvernement qui procède à un arbitrage entre ces diverses exigences. Or au niveau international, aucune ins-

tance n'effectue cet arbitrage et n'impose en dernier lieu sa décision.

Le commerce international ne peut donc se développer sur la seule base du libre-échange. Les résultats qu'il affiche en témoignent éloquentement. Pour que le jeu se déroule de manière harmonieuse, sans laisser sur le côté des pays et des populations entières, il faut inventer des règles plus subtiles que le seul mécanisme de la concurrence des coûts. Il est nécessaire de manifester dans les rues de Genève contre une politique commerciale à courte vue. Mais le combat doit se poursuivre concrètement à l'échelon national, puisque ce sont les gouvernements qui déterminent le contenu des accords mis en œuvre par l'OMC. *jd*

## Jours tranquilles à Champel

«**M**AIS JE N'AURAIS pas imaginé que des contestataires s'en prennent à un petit commerçant installé dans un quartier modeste. Je peux partager certaines idées des manifestants, qui se battent pour éviter que de grosses pieuvres bouffent tout. Mais je ne comprends pas pourquoi certains agitateurs ont tout cassé» (*Tribune de Genève* du 22 mai 1998).

Si l'on tient compte des résultats électoraux, le quartier populaire de Plainpalais devrait accueillir favorablement l'opposition à l'Organisation mondiale du commerce. Ses habitants devraient être sensibles aux arguments développés notamment par Fidel Castro et Nelson Mandela sur l'inégalité entre pays riches et pauvres dans le cadre des échanges commerciaux et sur le poids de la dette supporté par ces derniers.

## Manifestations

Or c'est le quartier qui a subi les dégâts les plus importants lors des manifestations hostiles à l'OMC, alors que les habitants du quartier cossu de Champel coulaient des jours et des nuits tranquilles.

On a beaucoup glosé sur la violence, la violence outrancière de la police, le goût malsain de la violence chez de

jeunes manifestants. Mais n'a-t-on pas la police et la jeunesse que l'on mérite?

Si ces débordements n'étaient que l'expression crue d'une critique sans concession aux organisateurs des manifestations, les animateurs de l'Action mondiale des peuples?

## Désespoir et anti-autoritarisme

Sur le contenu. Dans leurs appels aux accents tiers-mondistes et dans le choix baba cool de leurs objectifs, ces organisateurs n'ont pas laissé de place à la désespérance des enfants d'une classe moyenne qui se délite sous les effets de ce qu'il est convenu d'appeler le néo-libéralisme.

Sur la forme. Aveuglés par leur anti-autoritarisme primaire, ces responsables ont refusé d'organiser un service d'ordre digne de ce nom.

Certes il est peu confortable de se trouver coincé au milieu du champ de tir, d'avoir à inventer et à débattre tout en marchant d'une ligne politique et de faire preuve de rigueur organisationnelle. Mais il est vain de faire porter à la police et aux casseurs les cadences dont on est responsable. *dm*

## Le libre-échange: une théorie obsolète

**L**ES PARTISANS INCONDITIONNELS du libre-échange se réfèrent encore à la théorie de l'avantage comparatif développée par David Ricardo au XVIII<sup>e</sup> siècle. La division internationale du travail implique que chaque pays se spécialise dans la production où il excelle, le libre-échange assurant alors à chacun le bien-être.

René Erbe, professeur honoraire d'économie aux universités de Neuchâtel et de Bâle, rappelle que la théorie de Ricardo repose sur deux postulats: le commerce ne modifie pas la structure économique des pays en relation d'échange, et les facteurs de production sont immobiles. Deux postulats aujourd'hui démentis par les faits. En réalité, le libre-échange déstabilise les économies nationales, ce qui justifie des mesures de protection durant les phases d'adaptation.

Dans leur ouvrage sur le nouveau contrat social, Guy Roustang et ses collègues font le même diagnostic:

«Le modèle théorique des avantages comparatifs repose sur l'hypothèse que les coûts comparatifs restent invariables au cours du temps. Mais cela ne vaut à la rigueur que dans le cas des ressources naturelles (pétrole, minerais, ou encore produits agricoles très spécifiques), car pour bien des industries la situation change constamment, en fonction notamment des investissements qui entraînent des progrès techniques. Accepter de sacrifier des industries existantes au nom des avantages comparatifs peut être une erreur, compte tenu des installations perdues et de la mise au chômage d'une main-d'œuvre peu susceptible de retrouver un emploi ailleurs. Le coût économique et social de tels abandons devient de plus en plus élevé et risque de fragiliser l'équilibre économique et social (et donc l'équilibre politique) d'un pays. Ces abandons n'ont pas du tout la même signification s'ils font l'objet de compensation entre pays d'une même zone géographique qui se sentent solidaires et qui connaissent un minimum d'intégration politique: c'est tout l'enjeu d'une politique économique européenne commune». *jd*

Guy Roustang et alii, *Vers un nouveau contrat social*, Desclée de Brouwer, 1996.

# En mai, condamne ce qui te déplaît

*Après trois dizaines d'années seulement, des « événements » comme ceux de mai 68 – qui ont fait trembler le pouvoir en place, le patronat, les syndicats et même le Parti communiste – sont mûrs pour la consommation médiatique. Cette « révolution de mai » semble avoir perdu toute dangerosité et n'apparaît plus que comme une curiosité historique amusante. Il est même de très bon ton, aujourd'hui, d'en avoir été, de près ou de loin. Malgré cette euphémisation médiatique et avec un petit effort, on parvient à imaginer le potentiel d'enthousiasme, d'ouverture que mai 68 a dégagé. Mai 68 nous interroge encore sur les conditions d'émergence de points de vue critiques et de projets non conformistes dans une société.*

*Un livre de Miguel Benasayag et Dardo Scavino, Pour une nouvelle radicalité, s'inscrit dans cette réflexion.*

**C**OMMENT L'ÊTRE HUMAIN – être par essence social – peut-il s'extraire du moule qui l'a formé et dans lequel il baigne pour porter un regard critique sur le monde et désirer le modifier ?

Il y a un an, en mai, est sorti *Pour une nouvelle radicalité*, un livre de Miguel Benasayag, philosophe et psychanalyste, et de Dardo Scavino, philosophe. Les auteurs y mènent leurs réflexions sur les pistes praticables pour s'affranchir du diktat social : accéder à une pensée autonome en se dégageant de l'idéologie ambiante et en renonçant à cette confortable acceptation de leur réalité qu'adoptent les défavorisés – cette complicité avec leurs maîtres que Benasayag avait qualifiée précédemment de « douce certitude du pire ».

## Des errances au renoncement

Aujourd'hui les utopies sont enterrées. Après avoir défendu des régimes prétendument « révolutionnaires » et véritablement liberticides, les intellectuels radicaux ont renoncé, puisque toute tentative de changer le monde n'aurait amené que la tyrannie. Ils se cantonnent depuis dans un humanisme modéré, qui a comme principal mérite d'être télégénique et inoffensif – il ne remet pas fondamentalement en question le désordre du monde.

Benasayag vilipende cette versatilité des intellectuels ; il les renvoie à leur idée aberrante d'avoir adhéré à des projets préfabriqués, des utopies de sociétés parfaites, vers lesquels il s'agissait d'entraîner le monde par tous les moyens. Le but atteint, l'histoire devait s'échouer en un cul-de-sac paradisiaque. Et pour une bonne part, les intellectuels critiques sont passés d'un dogmatisme a-critique au renoncement à transformer le monde.

Pourtant, avec Marx, Nietzsche et Freud, nous avons appris que « derrière tout discours [...] se cachent des intérêts économiques, politiques ou sexuels ». L'innocence ne peut donc plus non plus être de mise...

L'impuissance des individus dans ce monde vient du processus de sérialisation auquel ils sont soumis. Les personnes sont réduites à un rôle, elles sont interchangeable et limitées aux seuls intérêts liés à la place qu'elles occupent. Le moyen pour dépasser cette segmentation extrême ? Une politique

de « puissance », qui est, selon les auteurs, « cet élan qui déplace les hommes et les femmes de leur rôle, du lieu occupé dans une structure de pouvoir normalisante ». Agir au sein d'une minorité organisée permet de s'affranchir de la logique du pouvoir, adaptative, normalisante, permet d'« en finir avec l'impuissance de l'individu seul, isolé, sérialisé, spectateur accablé d'un ordre mondial incompréhensible et impossible à changer de son point de vue. Il ne s'agit pas de lui promettre une révolution future mais de parvenir à ce que, ici et maintenant, par la solidarité, la rupture de la sérialité, il devienne révolutionnaire et lutte pour sa libération. »

Pour les auteurs, « la vie change quand on commence à militer pour changer la vie. La liberté n'est pas un état qui adviendra le jour où le capitalisme sera globalement tombé ; la liberté est la libération ici et maintenant. »

Cette lutte doit, pour toucher aux causes, s'attaquer à l'universel, qui n'est paradoxalement pas dans des institutions comme le G8, l'OMC, mais dans les petites situations, dans les institutions plus proches que sont l'usine, l'agence pour l'emploi, la prison... La totalité se trouve dans chacune de ses parties et là doivent se porter les luttes ; bien entendu, la démocratie représentative n'est pas le lieu du changement, puisque « plus un homme politique est représentatif en termes quantitatifs, moins il représente son électorat : les candidats majoritaires ne représentent [...] personne et c'est bien en cela qu'ils sont majoritaires ».

Cette vision de l'Homme politique dépasse avec allégresse le pessimisme ambiant. Elle prend le contre-pied des échecs du passé et se pose en projet, en combat – sans lutte finale – pour un monde meilleur. Cette position optimiste s'établit aussi sur la considération qu'« il existe une [...] justice, non écrite, pour laquelle la réduction du travail de l'ouvrier à une simple marchandise et de l'ouvrier lui-même à une sorte de Sisyphe résigné est intolérable. Dans toutes les époques, les systèmes de propriété et de domination « légaux » des différentes sociétés ont été contestés au nom de valeurs communautaires, communistes et participatives ». cp

Miguel Benasayag et Dardo Scavino, *Pour une nouvelle radicalité. Pouvoir et puissance en politique*, La Découverte, 1997, 174 p.

# Le sol, bien commun

*Une initiative sur la propriété foncière en phase avec les changements de mentalités.*

**L**ANCÉE AU DÉBUT de l'année, une initiative populaire intitulée «La propriété foncière est transformée en droits de jouissance et de superficie», vise à modifier radicalement le régime de la propriété du sol en Suisse.

## Article 22 ter nouveau

Alinea 1. La propriété des bâtiments et la propriété mobilière sont garanties.

Alinea 2. Le sol est un bien collectif et une base d'existence de l'homme et de la nature. Il est administré par les communes.

Alinea 3. Ne peuvent être acquis sur le sol que des droits de jouissance du sol et des droits de superficie.

L'article prévoit encore que les droits de jouissance et de superficie sont de durée illimitée et appartiennent aux propriétaires des bâtiments, qu'ils sont redevables d'un intérêt de 2 à 4% de la valeur du terrain et qu'ils donnent lieu à une indemnité en cas de renonciation.

Cette revendication n'est pas nouvelle. Elle accompagne les luttes so-

ciales depuis le début de la révolution industrielle. Portée par de nombreux mouvements et courants de pensée, elle souligne l'opposition entre l'entrepreneur qui tire son revenu du travail et le rentier qui vit de la propriété du sol. Pour certains d'ailleurs, la pérennité de cette figure sociale du rentier démontre l'inachèvement de la révolution bourgeoise.

## Sur le capitalisme immobilier

Lorsque Mikhaïl Gorbatchev s'essayait à la «glasnost» et à la «perestroïka», une trentaine d'économistes américains, dont quelques prix Nobel, lui avaient envoyé une lettre pour le mettre en garde contre le capitalisme immobilier:

«[...] Vos plans pour une monnaie librement convertible, un commerce sans entrave et des entreprises créées et dirigées par des individus qui reçoivent les profits découlant de leurs décisions, sont hautement recommandables. Mais il existe un danger que vous adoptiez certaines caractéristiques de nos économies qui nous empêchent d'être aussi prospères que nous pourrions l'être. En particulier, il y a un danger que vous autorisiez comme

nous que la plus grande partie de la rente foncière reviennent en mains privées.

Il est important que la rente foncière soit retenue comme revenu pour le gouvernement [...]

Il faut noter aussi que l'initiative s'inscrit dans une mutation en cours des mouvements sociaux qui concentrent leur réflexion et leur action sur les problèmes liés à l'espace et délaissent ceux liés au temps. Ainsi la question de la diminution du temps de travail renvoie à l'usage du temps libéré. Parmi ces usages revient fréquemment l'action pour un meilleur environnement, pour un quartier où il fait bon vivre.

La revendication du sol comme bien commun peut également rapprocher les Suisses. En effet, les traditions germanique et latine en matière de propriété du sol ont engendré des formes juridiques différentes liées aux concepts de communauté (*Gemeinschaft*) et de société (*Gesellschaft*). À ce propos il est intéressant de relever deux choses: d'une part les initiants vivent et travaillent dans une région bilingue, d'autre part la Suisse romande connaît un regain d'intérêt pour les coopératives d'habitation, une pratique fort répandue outre-Sarine. *dm*

## SEMAINE DE 35 HEURES

# Le principe et le terrain

**C**A Y EST, l'Assemblée nationale française a adopté la semaine de 35 heures pour les dix millions de salariés français du secteur privé. L'annonce laisse entendre que l'État impose son diktat aux entreprises: une fois de plus l'esprit jacobin a frappé, sourd aux besoins de l'économie.

En réalité, la démarche du gouvernement Jospin se révèle beaucoup plus souple et subtile. Le Parlement vient d'édicter une «Loi d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail». Cette Loi définit un objectif: la semaine de 35 heures dès le 1<sup>er</sup> janvier 2000 dans les entreprises de plus de vingt salariés, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002 dans les autres. Elle prévoit également des incitations financières pour les entreprises qui réduisent la durée du tra-

vail avant ces échéances, en vertu d'un accord collectif, et qui procèdent en contrepartie à des embauches ou préservent des emplois. Enfin la loi appelle les partenaires sociaux à négocier les modalités de réduction de la durée du travail adaptée aux situations des branches et des entreprises.

Après examen de la situation économique et des résultats des négociations entreprise par entreprise, le gouvernement proposera un nouveau projet de loi – loi-balai – qui définira concrètement la mise en œuvre et l'accompagnement de la semaine de 35 heures.

Si le gouvernement tient bon sur le principe, il laisse aux acteurs sociaux le soin de défricher le terrain et il n'avalisera que les solutions paritairement échafaudées. Du bon réformisme. *jd*

### IMPRESSUM

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley (*jd*)

Rédaction:

Claude Pahud (*cp*), Géraldine Savary (*gs*)

Ont collaboré à ce numéro:

André Gavillet (*ag*)

Jacques Guyaz (*kg*)

Daniel Marco (*dm*)

Charles-F. Pochon (*cfp*)

Anne Rivier

Forum: Fabrice Ghelfi

Composition et maquette:

Françoise Gavillet, Claude Pahud,

Géraldine Savary

Secrétariat: Murielle Gay-Crosier

Administrateur délégué: Luc Thévenoz

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA,

Renens

Abonnement annuel: 85 francs

Étudiants, apprentis: 60 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone: 021 / 312 69 10

Télécopie: 021 / 312 80 40

E-mail: [domaine.public@span.ch](mailto:domaine.public@span.ch)

CCP: 10-15527-9

# Humeur télé d'un téléspectateur romand

Par Fabrice Ghelfi, économiste et téléspectateur

**Fabrice Ghelfi constate l'évolution des programmes d'information de la TSR et s'interroge: la mission du service public dans ce domaine est-elle encore remplie?**

DANS NOTRE DÉMOCRATIE DIRECTE, le citoyen qui se déplace encore aux urnes est amené à se prononcer régulièrement sur nombre d'objets très divers. Ainsi, au cours d'une même année, il peut élire en mars, décider de l'avenir du génie génétique en Suisse en juin, de l'âge de la retraite et de la redevance poids lourd en septembre et de la loi sur le travail en décembre.

Au vu du nombre de référendums annoncés et de la quantité d'initiatives populaires discutées, déposées ou en pleine phase de récolte de signatures, ce processus n'est pas prêt de s'achever.

Ces échéances multiples qui enrichissent le fonctionnement de notre démocratie et qui jalonnent la politique suisse posent au citoyen évidemment un problème crucial: celui de l'accès à l'information et, partant, de la qualité d'icelle.

## Pluralité des opinions

En moyenne, il s'écoule environ trois mois entre chaque votation. Avec de tels délais, le temps devient de fait un des paramètres essentiels du débat, nécessaire pour la formation d'une opinion, qui précède toute décision populaire. À peine une page est tournée que se dessinent déjà les contours de l'enjeu suivant.

Dans cette délicate relation entre l'information et le temps, la presse écrite joue un rôle évidemment très important. Jusqu'à aujourd'hui, on peut globalement considérer qu'elle remplit cette mission de manière satisfaisante. Les lecteurs soucieux d'ouverture que sont les fidèles de *Domaine Public* devront néanmoins rester attentifs pour que les articles publiés continuent de répercuter la pluralité des opinions. Que les quotidiens prennent de plus en plus souvent ouvertement position et que, depuis quelques

années, la presse romande perde en pluralité représentent deux évolutions récentes qui ne semblent pas (encore?) menacer la qualité des débats et des échanges d'arguments.

De mon point de vue, il en va tout autrement pour l'information télévisuelle. (Je passe volontairement sous silence l'information radiophonique qui, me semble-t-il, souffre moins des problèmes que je décris pour la TV mais qui, concurrence oblige, n'en est pas à l'abri).

La Télévision suisse romande (TSR) reste la principale chaîne de télévision regardée par les personnes parlant français dans ce coin de pays. Traditionnellement, ses programmes ont toujours prévu de l'espace pour les émissions d'information dont la qualité était d'ailleurs reconnue largement au-delà de nos frontières.

## Vers le fast food

Depuis environ deux ans, quelques changements importants sont intervenus dans les programmes. Ainsi, «Table ouverte» a laissé la place à «Droit de cité», «Temps présent» a raccourci la durée de ses reportages, la forme du «Téléjournal» a été revue et une petite dernière est née pour occuper le *prime-time* du dimanche, appelée «Mise au point».

Face à un tel choix, le téléspectateur moyen devrait se réjouir et considérer qu'il dispose au bout de sa télécommande d'un formidable outil d'information plurielle. Pourtant, je remarque depuis quelques mois une dérive qui menace la qualité des informations relayées par la télévision.

Premier constat: la TSR semble avoir abandonné l'idée d'organiser des débats thématiques réunissant peu d'invités afin de leur laisser plus de temps pour exposer un point de vue et argumenter. À la place, on assiste à des confrontations rassemblant au minimum le double de personnes qui doivent se battre pour pouvoir s'exprimer et à qui l'animateur n'alloue que quinze malheureuses secondes pour le faire. Rapidement, la science du débat, la capacité d'argumenter s'effacent derrière des joutes oratoires, des formules flash qui font mouche et des incantations qui ne donnent plus aux téléspectateurs les éléments leur permet-

tant de se forger une opinion mais qui les tirent sur le terrain des poncifs, des préjugés et de la réflexion McDonald.

Deuxième constat: lors des débats, la recherche des différences est privilégiée comme si les stratèges de la TSR étaient persuadés que l'audimat ne se renforce que par la présentation d'affrontements. S'il est normal de présenter l'ensemble des arguments à ceux qui paient une redevance, la discussion doit aussi servir à écouter le vis-à-vis afin de pouvoir construire une réflexion globale qui tienne compte de tous les enjeux.

Troisième constat: quand la rédaction de la TSR se contente d'un seul invité pour une interview, on peut noter que les questions posées sont en majorité orientées ou fermées, alors que ce sont les questions ouvertes qui poussent les gens à s'exprimer. De la sorte, le journaliste cherche à limiter le champ de la réponse et peut même, dans le stress du direct, induire son invité à dire ce qu'il ne pense pas véritablement.

Quatrième constat: les sujets présentés se sont notablement raccourcis à tel point que parfois la parole n'est que marginalement donnée à l'une des parties. Dès lors, l'impression générale qui ressort de ces reportages peut être biaisée parce que le poids réel des arguments est faussé.

À la suite de ces constats, osons la question provocante: les émissions d'information de la TSR donnent-elles les éléments qui permettent aux téléspectateurs de s'interroger et de faire une partie du chemin vers la décision? Clairement la réponse ne peut être ni affirmative, ni négative. Il me semble cependant que l'évolution va dans le mauvais sens. En cette fin de siècle, les problèmes politiques ou de société ne se posent pas qu'en des termes binaires. Les nuances font partie de la vie et il faut plus de temps pour les expliquer. Dans une démocratie comme la nôtre, la mission d'un service public ne peut pas s'arrêter aux critères de l'audimat et de la consommation rapide de l'information. À mettre trop d'énergie sur la forme, on perd sur les autres tableaux et on risque d'éloigner encore plus les gens de la politique.

La qualité de l'information, ce n'est pas que son look; c'est aussi son contenu. ■

# Violences et masculinité

**Daniel Welzer-Lang est homme, anthropologue, et intellectuel progressiste. Il a été invité par le groupe féministe *Bad girls go to Everywhere* à donner une conférence le 14 mai à l'Université de Lausanne; nous en avons profité pour le rencontrer.**

**Daniel Wenzler-Lang s'est penché sur la masculinité et la violence. En utopiste, il imagine une société où le genre ne serait plus déterminant. Interview gs.**

**Comment en êtes-vous venu à vous intéresser au problème de la masculinité?**

Daniel Welzer-Lang: dans les années 70, j'étais militant d'extrême-gauche, à une époque où toutes mes copines étaient féministes. Nous avons alors créé des groupes d'hommes anti-sexistes pour participer à l'émancipation des femmes. Puis j'ai commencé à faire des recherches sur le viol et sur la violence masculine. Il existe peu d'études sur le lien entre violence et masculinité. De plus, il me semble intéressant de travailler sur l'ancien et le nouveau. Quelles sont les nouvelles places pour les hommes dans la société d'aujourd'hui? Le féminisme et la relative libération des femmes ont-ils transformé les pratiques et les mythes masculins? Il m'est apparu que si la domination des hommes vacille, s'ils sentent une perte de pouvoir, il n'en demeure pas moins que les hommes sont toujours éduqués dans des lieux monosexuels de reproduction sociale.

**Vous avez dit que souvent les discours sur la violence étaient manichéens. Pourquoi?**

Oui. J'ai étudié des dossiers d'instruction de Cour d'assises sur cinq ans, de plusieurs départements français. J'ai été en prison rencontrer des hommes violeurs. Contrairement à ce qui est souvent décrit, la plupart des violeurs ne sont pas des monstres sanguinaires mais des hommes plutôt gentils et doux.

**Y a-t-il une classe sociale particulière à laquelle appartiennent les hommes violeurs?**

Non, contrairement à ce qu'on croit souvent, les hommes violeurs viennent de toutes les classes sociales. Aux États-Unis, des recherches ont conclu que les professions les plus représentées chez les violeurs étaient les chirurgiens et les camionneurs. Par contre les mythes étaient identiques. Le mythe récurrent, c'est que les hommes ne se sentent pas vraiment responsables de la violence. Soit parce que les femmes en seraient coresponsables; soit parce

que ces hommes auraient obéi à une pulsion passagère. Pulsions, coresponsabilité, ou stigmatisation du violeur sont des explications qui déresponsabilisent et finalement qui occultent toute parole masculine...

**Et pour la violence conjugale, les mythes sont-ils identiques?**

La diabolisation de l'homme violent est identique. Plus on transforme le portrait en caricature, et moins les hommes vont pouvoir s'y reconnaître. Et plus les hommes violents auront honte et moins ils vont en parler. Un des acquis de mes travaux concerne la double définition des faits sociaux. J'ai ainsi montré que non seulement les hommes violents et les femmes violentées ne parlent pas toujours de la même chose, mais en plus, dès qu'ils quittent le déni, les hommes violents définissent plus de violences que leurs compagnes. Pour les hommes, les violences sont physique, psychologique, verbale, sexuelle, alors que pour les femmes la violence est uniquement physique. Les femmes qui sont victimes de violence intègrent leur propre sentiment de culpabilité. Le mythe fonctionne donc bien. Les femmes résistent quelquefois autrement, elles sont « chiantes », ne prennent pas soin d'elles ou de leur foyer. Les « mégères » seraient en réalité des femmes violentées.

**À Lyon, vous avez fondé un centre d'accueil pour hommes violents. Les hommes qui venaient à votre centre avaient-ils l'envie de changer?**

Au départ, il est clair que les hommes venaient pour pouvoir retrouver femme et enfants. Ils se méfiaient énormément de nous, nous prenaient tous pour d'affreux homosexuels. Car souvent les hommes violents sont homophobes, les hommes violents le sont avant tout contre eux-mêmes. Mais certains néanmoins ont pris conscience de la violence qu'ils exerçaient sur leurs proches et sur eux-mêmes.

**Vous avez aussi travaillé sur le rapport hommes-femmes dans les ménages...**

Je me suis rendu compte que les hommes et les femmes n'avaient pas la même représentation de l'espace privé et particulièrement de la manière de gérer le ménage. La chaussette qui traîne en permanence, mais aussi l'absence d'espace appropriable pour l'homme dans la maison sont les signes des rapports sociaux de sexe. Concernant le propre et le rangé, les hommes et les femmes ont aussi deux logiques: les femmes parce qu'elles veulent être de bonnes épouses et de bonnes mères nettoient avant que ça soit trop sale, les hommes nettoient quand ils voient que c'est sale. Chacun a son seuil-plancher. Parce que les hommes dès leur enfance n'apprennent pas à ranger, mais juste à ne pas trop déranger.

**Mais comment repenser les genres?**

Il faut transformer les limites en devenir. Essayer d'imaginer un monde dans lequel les catégories homme-femme ne seraient plus déterminantes. Partant du principe que les hommes auraient à gagner à la fin de l'hégémonie masculine, il faut travailler les mythes masculins en vue de les modifier. Le maquillage que je porte aujourd'hui, le phénomène des *drag queens* ou des *transgenders* sont des gestes de provocation pour dire qu'il faut casser les limites de genre. Si les hommes ne changent pas, alors le rapport des hommes aux femmes, des hommes aux hommes ne changera pas.

**Mais j'ai néanmoins l'impression que la situation des femmes ne s'améliore guère.**

Oui bien sûr. Mais néanmoins, l'avancée des femmes est réelle. Et les hommes, en particulier la tranche d'âge des 35-50 ans, se sentent menacés. Il y a une crise de la masculinité liée au sentiment de la perte des privilèges et de leur monopole. Il faut donc essayer de comprendre les résistances masculines au changement. ■

Dernier ouvrage: D. Jackson, D. Welzer-Lang, *Violence et masculinité*, Publications «...», 1998  
Site internet: <http://www.menprofeminist.org>

# La folle des Nations

*Chaque trajet de bus a ses naufragés, ses jeunes, ses travailleurs. État du monde sur la ligne n° 5.*

LES TRANSPORTS PUBLICS se font en commun. C'est là leur atout majeur. Par les temps virtuels qui courent, leur usage devrait être prescrit par les médecins. Scanners collectifs et radios libres à la fois, trams et bus sont des échantillons, des carottes urbaines tirées toutes fraîches de leur terreau. Leur observation aide à vivre plus juste, leur fréquentation vaccine contre l'indifférence sociale. Évidemment, les injections sont parfois douloureuses. J'en connais qui les refusent, au nom de la liberté individuelle. À pied, à cheval, en bateau à voile, ils vont bien, mais ils vont seuls. Je préfère la compagnie. Immunisée très jeune, je n'ai oublié aucun rappel. Les noms de mes arrêts de bus sont scariés dans ma mémoire. À Genève, en boucle ou en étoile, rive gauche, rive droite, je quadrille la zone 10 et ma ligne 5, à toute heure et tous les jours de l'année. Instantanés.

## **Entre Hôpital et Nations, vers huit heures, le matin.**

Grand ordinaire, peu enivrant. Bondé. Majorité tertiaire bancaire ou ce qu'il en reste. Plutôt chic. Assistantes de cabinets médicaux dans un sens, fonctionnaires internationaux dans l'autre. Odeurs. After-shave, laque à cheveux, café. Assis droits, les plus actifs lisent les journaux. Effondrés, les harcelés du réveille-matin rêvent d'un sursis, les yeux dans les draps des fenêtres. Silence opaque, percé de bâillements. Conversations minuscules des portables. Couloir. Boîte où les sardines tiendraient debout. Hommes-trois pièces, prolongés de serviettes pesantes ou de mallettes postiches. Femmes-tailleur, surmontées de brushings tièdes, ongles pivoine, dos coupé de fines bandoulières, dossiers étiques sous le bras. Puis quelques femmes-tablier, avec, dans leur poche plastique, une blouse de travail raidie de savon séché, des sandales aux lanières distendues. Métiers accessoires, emplois temporaires, fins de mois épi-cières.

À l'avant, juste derrière le conducteur, une petite vieille qui grommelle que la vie est cruelle, arc-boutée sur la

poignée des handicapés comme un voutour sur sa proie.

## **Arrêt Nations, 16h30, jour ouvrable.**

Sortie du Collège Sismondi. Prise du bus par ses quatre brèches. Une bonne trentaine d'ados embouquent le canal central. Déferlante du niveau sonore. Gloussements, borborygmes, violons des filles, contrebasses des garçons, symphonie d'un nouveau monde, l'avenir est à eux, l'espace à conquérir, on se pince, on se pousse, on s'envoie des rames de cahiers à la figure, on s'arrache les casquettes, les blousons, on se rue à cinq sur les bancs, on colmate les embouchures, on s'empile à même le sol, on monte des digues de sacs à dos. Acculés, les rares passagers se pelotonnent en attendant que jeunesse se passe. Nos enfants. Mutants génétiquement modifiés? Dreadlocks, boule à zéro, mèches striées façon berlingot, baladeurs en auréole ou en collier, ils s'apostrophent, couinent ou rappent comme dans les banlieues des films pendant que leur jean joue de l'accordéon sur leurs baskets à plateaux. Même marque, même fabrique, ils se rassurent. Tout change, rien ne change. Ils se veulent pareils, ils seront tous différents.

Seule, à l'avant, juste derrière le chauffeur, la petite vieille ratatinée sur sa poignée, grommelle que la vie est cruelle et qu'elle aimerait bien descendre.

## **Arrêt Hôpital, la journée.**

Habitants du quartier. Personnel soignant. Quelques curés et pasteurs, à cause de la morgue et des chapelles. Familles endeillées, parents de malades, visiteurs chargés de fleurs. Et tous ceux qui, encore valides, sortent des couloirs de l'angoisse; traitements ambulatoires, chimios, dialysés, transfusés, plâtrés. Le bus comme une épreuve de plus vers l'insurmontable indifférence des bien portants. Femmes-squelette, crânes rasés sous les foulards ou les perruques, penchées sur les chiffres de leurs leucocytes, silencieuses, dignes, presque toujours

seules. Hommes de cire, les orbites plombées, agités, bavards, souvent accompagnés. Claironnent le diagnostic de leurs radiographies, les taux du dernier bilan sanguin. Gêne visible de leurs compagnes. Atteinte à leur honneur, à leur virilité, perte de leur pouvoir, la maladie des hommes est un scandale.

À l'avant, juste derrière le chauffeur, la petite vieille grommelle que la vie est cruelle et qu'un hôpital, on a beau faire, c'est toujours triste et trop loin de chez soi.

## **Cornavin, un dimanche, début de soirée.**

Chaque ligne a ses naufragés, ses ivrognes, ses fous et ses folles. La mienne est de l'espèce profératrice. Baleine échouée, elle trône sur le banc avant droit, en propriétaire. Silencieuse, elle donne d'abord le change. Les gens s'installent, innocents. Le moteur à peine enclenché, elle se met à hurler. Ne se tait qu'aux arrêts. Puis recommence. Contraste inquiétant entre l'immobilité du corps et la violence de ses éructations. L'agression est aussi sémantique: chaîne d'injures, en un allemand parfait. Haut sur l'échelle des anathèmes, les États-Unis, avec, au pinnacle, Israël. Succession de prédictions sanglantes, d'appels à la «*Polizei*», de menaces d'arrestations massives, d'enfermement collectif en asile psychiatrique. Bus tétanisé, passagers interdits, passés au rouleau compresseur. Certains se bouchent discrètement les oreilles, d'autres, visage en feu, s'échappent à la première occasion. Voisins immédiats comme cloués à leur siège, audience captive d'un média déjanté. Enfants réfugiés dans les ouatines maternelles. Tout en vitupérant, la folle surveille sa géographie. Sait parfaitement où elle va. Son regard ne fixe jamais personne. Pour elle, les autres ne sont rien, pas même l'enfer. Rien que des vilaines mouches aux paroires de sa bulle.

À l'avant, juste derrière le chauffeur, la petite vieille grommelle que la vie est cruelle et que ces malades, on devrait les attacher, surtout le dimanche.

Anne Rivier